

# La multiplication des foyers de tensions dans le monde, particulièrement au Moyen-Orient, et ses conséquences sur le maintien de la paix et de la sécurité régionale et internationale

**Pr. Belkacem Iratni**

*Doyen, Faculté des sciences politiques et relations internationales, université d'Alger.*

## Résumé

L'humanité a connu des guerres et des mouvements violents dus à des conflits d'intérêts, de domination et de puissance, et ce depuis l'antiquité à nos jours. Il s'agira dans cette étude, d'analyser la nature de ces conflits, les causes de leur prolifération et leurs incidences sur le maintien de la paix à l'échelle régionale et mondiale. Il conviendra aussi de réfléchir sur les moyens et les mesures susceptibles non seulement de prévenir la survenance de ces conflits mais aussi de contenir leur impact sur la stabilité régionale et internationale.

**Mots-clés:** sécurité, foyers de tensions, Moyen-Orient, paix et sécurité.

## Introduction

Depuis l'antiquité, l'histoire de l'humanité a été jalonnée de guerres et de mouvements violents dus souvent à des conflits d'intérêts et à des ambitions de domination et de puissance. Depuis la fin de la guerre froide, le monde a connu des transformations géostratégiques

importantes, de nombreux changements politiques et des innovations technologiques aussi diverses que prometteuses sur le plan du développement social et économique de l'humanité.

Cependant, ces évolutions n'ont pas été sans heurts, ni sans profondes fractures dans la mesure où maints conflits, parfois sanglants, voire même barbares, ont favorisé l'insécurité et l'instabilité dans le monde, particulièrement en Europe lors des conflits qui ont secoué la région des Balkans dans les années 1990. Plus récemment et c'est cette conjoncture qui nous intéresse et qui fait l'objet de cette présente étude- c'est au Moyen-Orient et en Afrique, notamment que la récurrence de conflits, avec l'émergence de puissants groupes terroristes, frictions interconfessionnelles, ethniques et révoltes parfois populaires, qui semblent mener à un désordre sécuritaire global et menacer la paix dans le monde. À cela s'ajoutent des crises latentes, soit au sein des États en raison d'absence de bonne gouvernance, d'inégalités sociales criardes, et de corruption endémique, soit entre les États à cause de différends frontaliers, animosités idéologiques, enjeux économiques et rivalités de leadership régional ou même planétaire, en ce qui concerne les grandes puissances notamment.

## **I. Nature et causes de la multiplication des conflits actuels**

### **A. Typologie et nature des conflits**

#### **1. Conflits internes dus à :**

- Problèmes identitaires et tensions confessionnelles (Liban, Arabie Saoudite, Emirats Arabes, Bahreïn, Philippines, Birmanie, Chine, Russie).
- Pauvreté et politique d'exclusion (Mali, Niger, Nigéria, RCA, Soudan, Yémen).

## La multiplication des foyers de tensions dans le monde,

- Crise de gouvernance et absence de légitimité des régimes (Syrie, Irak, Afghanistan, Yémen, Tunisie, Egypte, Libye, Colombie, Birmanie) et beaucoup de pays en Afrique Sub-Saharienne.
- Manipulation et fraudes électorales au Moyen-Orient (Egypte et Syrie) et en Afrique (RCD, République Centrale Africaine, Zimbabwe, Kenya et Gabon récemment).

### 2. Conflits et tensions entre Etats

En raison de :

- Litiges frontaliers et irrédentismes territoriaux, Soudan et Sud Soudan, Iran-Irak (Golfe Persique ou Chatt Al Arabe), Chine-Vietnam, Japon-Russie, etc...
- Rivalités ethniques (Liban, la région des grands lacs en Afrique, en Chine).
- Persistance des conflits internes et enracinement du terrorisme djihadiste en Irak, Syrie, Yémen, Somalie, Libye, Nigéria, Mali, Mauritanie et Niger.

### 3. Conflits à la faveur de la lutte pour la décolonisation

Le conflit Israélo-palestinien cristallise tous les antagonismes en termes de guerre entre nationalisme (Palestiniens-Israéliens), conflit de religions et de guerre d'usure par procuration servant les intérêts des puissances Arabes au Moyen-Orient et du monde Occidental, bien plus, la dimension religieuse du conflit a mis la Palestine au cœur des préoccupations des peuples Arabes et musulmans et explique dans une certaine mesure les motivations de groupes djihadistes.

Une autre issue de décolonisation reste toujours non-résolue et qui accentue les tensions au Maghreb, à savoir le conflit du Sahara

Occidental opposant le front Polisario qui revendique l'indépendance de ce territoire et le Maroc qui fait prévaloir ses prétendus droits historiques en dépit de nombreuses résolutions de l'ONU appelant à l'autodétermination du peuple Sahraoui.

#### **4. Menaces transnationales : terrorisme et crime organisé**

Le terrorisme dit «djihadiste» qui sevit actuellement au Moyen-Orient, en Afrique et en Europe est apparu avec la mobilisation de militants islamistes venus de pays arabes notamment contre l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique en 1980. Il se développa avec l'activisme d'Al Qaeda contre les régimes arabes considérés comme apostats et contre les intérêts occidentaux après les guerres menées contre l'Irak et l'Afghanistan.

Le cycle du terrorisme armé a débuté en Algérie dans les années 1990 où l'insurrection violente a été combattue par ce pays seul pendant une décennie. Il a fallu attendre les attentats de Paris, de Londres et Madrid et les événements du 11 Septembre aux USA pour qu'il y ait une reconnaissance que le terrorisme est un phénomène global et transnational et qu'il vise plus la déstabilisation des Etats et la perturbation de la paix à l'échelle régionale et mondiale que la concrétisation d'un projet théocratique.

Les groupes terroristes activant au Moyen-Orient visent la fragmentation des Etats comme en Syrie, en Irak et au Yémen et l'avènement de Daech a renforcé cette éventualité dans la mesure où cette organisation œuvre à consolider les bases d'une entité politique à cheval entre la Syrie et Irak. Enfin, L'arc de crises qui va du Moyen-Orient (Irak, Afghanistan, Syrie et Yémen) jusqu'au Golfe de Guinée (Sahel et Maghreb) en passant par la corne de l'Afrique (Somalie) participe à maintenir l'instabilité et à inquiéter ce qui est considéré

## La multiplication des foyers de tensions dans le monde,

comme «l'ennemi lointain» (monde occidental) par des attentats retentissants comme en France et Belgique.

Souvent le terrorisme est lié aux réseaux de trafic de drogue, vente illicite d'armes, trafics humains et migration clandestine dans les pays où les groupes terroristes activent le plus, particulièrement au Maghreb et la région Sahélo-Saharienne.

Par contre, la crise d'émigration qu'a connue l'Union Européenne en 2016 a été beaucoup plus le résultat du conflit survenu en Syrie que de la menace des «boat people» venus de l'Afrique Subsaharienne fuyant la misère, le chômage et l'insécurité, en témoigne le nombre impressionnant de réfugiés originaires du Moyen-Orient en comparaison avec celui en provenance du Maghreb ou de l'Afrique.

### B. Causes des conflits

#### 1. Relations entre conflits et ressources naturelles

- **Pétrole** : les invasions de l'Irak (prétexte d'existence d'armes biologiques s'avéra fallacieux) et Libye (intervention Onusienne fut en fait le couvert pour l'accaparement de richesses pétrolières). Le pétrole fut aussi l'enjeu majeur des guerres civiles en Angola, en République Démocratique du Congo (pétrole et diamants) et au Soudan (Darfour).
- **Terres arables et pâturages** : (Mali-Niger) et dans les territoires Palestiniens occupés pour raison soit d'exploitation agricole soit pour construire de nouvelles colonies de peuplement.
- **Eau** : L'Eau était et demeure encore un enjeu dans les relations conflictuelles entre Palestiniens et Israéliens (Guerre des six jours présentée comme première guerre de l'eau au Moyen-Orient), conflit Syrie-Irak de 1974, tensions entre Irak et Turquie et entre Syrie et

Turquie 1990 et 1998 et le conflit Sénégal-Mauritanien en 1998. Ces conflits demeurent toujours latents. Bien plus, les intérêts divergents des pays traversés par le Nil risquent de se transformer en conflits violents, particulièrement entre l’Ethiopie, qui compte profiter plus de cette ressource hydrique et l’Egypte, pays aride et fortement peuplé, dont la survie dépend de l’approvisionnement en eaux du Nil.

Cependant, les conflits autour de l’eau ne sont jamais déconnectés des autres problématiques, par exemple le Programme Régional de Développement de l’Anatolie du Sud-Est (GAP) initié par la Turquie en 1989 pour construire 22 barrages et 19 centrales électriques sur les fleuves Euphrate et Tigre et qui n’est pas encore achevé faute de financements, s’inscrit dans le problème Kurde d’une part et dans le jeu des puissances pour le leadership régionale, d’autre part .

L’eau en elle-même n’est ni un facteur de conflits ni un facteur de paix. Tout dépend du désir de coopération des Etats concernés.

## **2. Crises identitaires et antagonismes religieux**

La fin de la guerre froide a laissé place à la montée des nationalismes (ex- Europe de l’Est et Caucase), a attisé les conflits confessionnels (Balkans avec la guerre en Bosnie et Kosovo, notamment) et a renforcé les tentations séparatistes (Espagne, Italie, Belgique, Somalie et Soudan). Aux raisons économiques (ressources naturelles) se sont greffées des différences en termes de minorités ethniques, de schismes religieux, notamment en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Les conflits confessionnels au Moyen-Orient, ceux caractérisés par l’affrontement entre Sunnites et Chiites en Irak, en Syrie, au Yémen

## La multiplication des foyers de tensions dans le monde,

et en Arabie Saoudite et entre Musulmans et minorités chrétiennes en Egypte (Coptes), Liban (Maronites), Syrie et en Irak (700.000 chrétiens ont fui l'Irak depuis l'avènement de Daech) restent alimentés par les conflits à coloration religieuse qui expriment en fait des rivalités de leadership régional telles qu'incarénées par l'Iran et le Royaume Wahhabite.

### 3. Courses à l'armement et prolifération des armes de destruction massive

La multiplication des zones de conflits a été suivie par l'augmentation des dépenses militaires mondiales à 1676 milliards \$ en 2015 après 4 ans de léger déclin (Bilan annuel de SIPRI, avril 2016) et le marché des ventes d'armes a augmenté de 14 % entre 2011 et 2015. Cette dernière année a enregistré en valeur plus de 64 milliards \$ de ventes d'armes.

Les Etats-Unis restent de loin le plus grand fournisseur d'armes avec 30 % du marché mondial (170 pays récepteurs). La France est devenue, pour la première fois depuis longtemps, le 2ème exportateur d'armes en 2015 (avec 20 milliards \$) détrônant la Russie, habituel dauphin des USA, grâce aux contrats Rafale avec l'Egypte, l'Inde et le Qatar. «Cela représente pour la France près de 30.000 emplois nouveaux pour ce secteur industriel», déclara le Ministre Français de la Défense Jean Yves Le Drian (interview au journal du Dimanche le 03/06/2016). Ainsi, l'importance du complexe militaro-industriel est encore une fois bien établie.

Le caractère hautement conflictuel au Moyen-Orient et en Afrique et les tensions en Asie ont donné lieu à une course effrénée à l'armement. Même si les six plus importants importateurs d'armes durant la période

2011-2015 se trouvent en Asie-Océanie à savoir l'Inde (14% du volume total des ventes), Chine (4.7%), Australie (3.6%), Pakistan (3.3%), Vietnam (2.9%) et Corée du Sud (2.6%), ce qui laisse présager des conflits armés dans cette région à l'avenir, il n'en demeure pas moins que c'est le Moyen-Orient qui a enregistré la plus forte croissance en matière d'acquisition d'armes avec un taux de 61%, pour la même période et c'est en Arabie Saoudite où l'augmentation des achats s'est accrue de 275%. En valeur, les armes acquises par les pays du Golfe ont atteint 30 milliards \$ en 2015.

### **Trois paramètres peuvent aussi alimenter les conflits à travers le monde**

- La prolifération d'armes telle que les armes de destruction massive et l'énergie nucléaire (les ambitions nucléaires Iraniennes ne se sont peut-être pas complètement estompées, malgré le récent accord conclu avec les grandes puissances) et l'éventualité que l'entité sioniste soit dotée de capacités nucléaires;
- La dissémination des armes au Maghreb et en Afrique Sub-Saharienne après le démantèlement de l'arsenal libyen suite à la chute de Kadhafi. Beaucoup de ces armes se trouvent aux mains de groupes djihadistes qui opèrent dans ces deux régions;
- Les différents accords internationaux et bilatéraux tendant à contrôler le transfert des armes sensibles ou à bannir des substances létales (biologiques et chimiques) n'ont pas réduit le commerce des armes ou les ambitions de se doter d'armes nucléaires (exemple de la Corée du Nord). Cette situation semble perdurer en raison du double jeu des puissances nucléaires, de leurs intérêts stratégiques et alliances politiques.

## II. Evaluation des risques des conflits sur la paix et la sécurité au niveau régional et international

Si beaucoup de foyers de tensions présentant des menaces d'ordre militaire ont été induits par des causes internes aux Etats, notamment au Moyen-Orient (à la lumière de ce qui fut appelé le Printemps Arabe) et en Afrique, il n'en demeure pas moins que les plus importants d'entre eux ont été aussi alimentés par les grandes puissances pour des raisons d'ordre géostratégique, économique et pour des ambitions d'hégémonie à l'échelle régionale ou planétaire.

Beaucoup d'analystes politiques ont relevé que les vraies raisons sous-tendant l'invasion de pays au Moyen-Orient par les Etats-Unis sont dues à des considérations géostratégiques, intérêts économiques vitaux (énergie), et non pas à des justifications évoquées par les dirigeants américains telles que la lutte contre le terrorisme (Afghanistan), l'élimination d'armes chimiques (Irak), et la propagation de la démocratie et la promotion de la liberté du commerce dans toute la région (le fameux grand Moyen-Orient).

En fait, ces interventions ont permis la déstabilisation accrue de l'Irak et la Syrie, et l'émergence de groupes Djihadistes violents et même l'avènement d'un embryon d'Etat à caractère hautement subversif (Daech).

De telles motivations et de telles conséquences, ont aussi été observées dans le cas de la Libye avec l'intervention de l'OTAN sous l'impulsion de la France et de Royaume-Uni. En effet, le mandat donné par les Nations Unies à cette opération visait l'utilisation de rappes aériennes afin de protéger des populations civiles et non pas l'élimination du régime de Kadhafi. La chute de celui-ci a donné aux groupes terroristes quelque chose qu'ils n'avaient pas (un territoire) et

les a pourvus d'un arsenal militaire auquel ils n'avaient jamais rêvé, auparavant.

On ne peut s'empêcher de concevoir les guerres ethniques et la propagation du terrorisme comme des paramètres servant la reconfiguration géopolitique, notamment au Moyen-Orient et en Afrique. Tout comme le terrorisme qui a sévi en Europe dans les années 1970 et qui a contribué à ses dépens, à l'affaiblissement du communisme et plus tard à l'effondrement de l'Union Soviétique et du bloc de l'Europe de l'Est et tout comme les mouvements révolutionnaires qui ont servi, en fait, à l'élimination des dictatures et la consolidation du libéralisme économique en Amérique Latine, le terrorisme peut servir le dessein d'une reconfiguration de la carte au Moyen-Orient pour des raisons géostratégiques et intérêts économiques.

Si le morcellement du Monde Arabe en micro-Etats (à coloration ethnique et religieuse) hostiles les uns aux autres comme en Irak, en Syrie, et en Libye et le renforcement des groupes terroristes dans ces pays ainsi qu'en Tunisie et Egypte et aussi en Afrique (partition du Soudan et possible partage du Nigéria et la République Centrafricaine) a donné lieu à des supputations liées à la théorie du complot, il reste que la situation actuelle est loin de celle où prévalait la stabilité et la laïcité même si nombre des régimes de ces pays avaient des relents autoritaires prononcés mais dont s'accommodaient bien les grandes puissances pour des intérêts géostratégiques et économiques.

Le terrorisme en tant qu'instrument participant au remodelage de la carte au Moyen-Orient et en Afrique (au continent pourvu de richesses naturelles et de possibilités de développement économique plus rapides que dans les pays Occidentaux), tous comme les autres moyens de reconfiguration géopolitique est appelé à s'estomper. Il n'est

pas surprenant que le rapport de prospective publié par la CIA en 2012 prévoit la fin du terrorisme à l'horizon 2030, même s'il affirme que des « poches » terroristes seraient maintenues en activité par quelques Etats pour des considérations internes ([http :global trends 2030.worldpress.co/2012/11global-trends.2030-novembre2012.PDF](http://global-trends.2030-novembre2012.PDF)).

Ainsi, les foyers de tensions alimentés par le terrorisme ne menacent pas la paix et la sécurité dans le monde et ne pourraient mener à une troisième guerre mondiale, pas plus que la dissémination des armes de destruction massive ou le crime organisé (drogue et émigration illégale) ou même les efforts de la Corée du Nord et de l'Iran à se doter d'armes nucléaires. Ces deux cas illustrent une volonté de maintenir des tensions soit pour affaiblir des pays rivaux, soit pour sauvegarder des marchés vitaux pour les économies des grandes puissances, les Etats-Unis notamment.

Un retour à la guerre froide semble être perceptible à la lumière de la crise Ukrainienne, mais force est de s'interroger sur les capacités réelles de la Russie à affronter directement les Etats-Unis. La crise des missiles en 1962 aussi cruciale fut elle pour la sécurité des Etats-Unis selon les assertions de leurs dirigeants, n'avait pas mené ces deux puissances à une guerre frontale. Aussi, il est prévisible que des conflits par procuration, apparaîtront à l'avenir sans toutefois menacer sérieusement l'équilibre mondial.

### **III. Que faire pour assurer un monde plus sûr, pour ne pas prétendre meilleur ?**

#### **1. Pour une sécurité partagée**

Comme nous l'avons déjà expliqué, les foyers de tension actuels à travers le monde ne sont pas motivés que par des raisons d'ordre

interne, mais sont aussi par les desseins de grandes puissances. Ainsi, si l'insécurité à l'échelle planétaire est une responsabilité commune, la quête de la sécurité doit être aussi partagée.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Union Européenne et l'OTAN affirment que les menaces à leur sécurité émanent principalement des pays de l'hémisphère Sud et toutes les initiatives tendant à trouver des cadres de dialogue ont été imposées par les puissances occidentales. S'il est vrai que les régimes de beaucoup de pays de l'hémisphère Sud sont dans une large mesure responsables de la misère de leurs peuples, le chômage, l'absence de démocratie, la corruption et la violation des droits de l'Homme, il est tout aussi vrai que les problèmes structurels auxquels sont confrontés ces pays trouvent leur origine dans la période de domination coloniale, les inégalités de l'ordre économique mondial et le gap technologique. De plus, beaucoup de migrants clandestins venus du Moyen-Orient et d'Afrique sont utilisés comme une force de travail bon marché dans les entreprises et fabriques occidentales alors que la drogue, particulièrement la cocaïne, répond principalement aux besoins exprimés par les consommateurs des pays occidentaux.

Aussi, la concertation pour renforcer la sécurité et la paix dans le monde doit unir les efforts de tous les Etats, car la sécurité n'est ni indivisible ni l'apanage des seuls pays nantis économiquement et militairement et l'exemple de la menace terroriste l'a amplement prouvé.

La lutte anti-terroriste doit faire l'objet d'une coordination accrue entre les Etats et ne doit pas être circonscrite seulement à l'action militaire mais doit englober d'autres initiatives telles que la lutte contre les ferments sur lesquels repose l'idéologie terroriste à savoir le chômage et l'exclusion sociale des jeunes, le prosélytisme religieux et

la propagation de l'extrémisme ainsi que les inégalités entre les nations et la montée du racisme et de la xénophobie. En effet, les guerres menées par les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, leur soutien à l'opposition islamiste radicale au régime Syrien ainsi que l'intervention militaire de l'OTAN en Libye et de la France au Mali n'ont pas permis d'éradiquer la menace terroriste. Pour preuves, « Daech » a émergé des décombres du régime de Saddam Hussein en Irak, « Jabhat Al Nusra » constitue la principale opposition armée au régime d'Al Assad en Syrie, les Talibans sont toujours en force en Afghanistan, AL Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et ses affiliés « Ansar Eddine et Mujao » sont encore actifs au Sahel-Sahara alors qu'Ansar Al Charia dirige un puissant fief situé à l'est de la Libye.

## **2. Privilégier la solution politique pour résoudre les conflits**

Tout comme la lutte contre le terrorisme n'est pas soluble dans la solution militaire, les conflits internes doivent être résolus à travers la politique de dialogue et de réconciliation entre les belligérants. Les efforts concertés entre les Etats-Unis et la Russie ainsi que les initiatives Onusiennes mais aussi celles des puissances régionales telle que l'Algérie qui visent à régler la crise libyenne par la voie pacifique, doivent continuer en associant toutes les parties rivales autour d'un consensus acceptable par tous.

Le conflit Israélo-palestinien aussi ardu et complexe soit-il, doit trouver une solution par le biais de la négociation de paix entre les parties au conflit sous l'égide des puissances occidentales, régionales et de l'ONU. Il en va de même en ce qui concerne le Sahara Occidental qui doit être résolu dans le cadre du processus de décolonisation préconisé par l'ONU.

Il reste impensable que les conflits et les foyers de tensions puissent être résolus, uniquement par le truchement de missions de maintien de la paix que ce soit par le biais de puissances Occidentales (opération Serval au Mali) ou par l'ONU. Il y a actuellement 16 opérations de maintien de la paix à travers le monde. Des missions de maintien de la paix sont aussi en cours et menées par l'Union Africaine, seule ou avec le concours de l'ONU.

Les opérations de maintien de la paix restent très difficiles à mener pour les raisons suivantes :

- **Les mobilisations importantes d'effectifs militaires et civils :** Par exemple les 16 opérations Onusiennes en cours sont encadrées par plus de 100.000 personnels militaires et plus de 16.000 civils.
- **Les contraintes budgétaires :** Les crédits alloués aux opérations conduites par l'ONU sont déjà importants (plus de 16 milliards \$ pour l'exercice allant du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016) et ils restent en deçà des besoins réels. Beaucoup de pays ne sont pas disposés à augmenter leurs contingents ou leurs contributions financières aux missions de l'ONU relatives au maintien de la paix du fait des retombées de la crise financière internationale et la récession économique qu'eux-mêmes endurent...
- **Les insuffisances de moyens logistiques :** Le manque de moyens de transport aériens (gros porteurs ou rapides comme les hélicoptères) ont été la principale raison du retard de l'envoi de troupes de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest au Nord du Mali au début de la rébellion des Touaregs et des opérations armées menées par les groupes terroristes.

## La multiplication des foyers de tensions dans le monde,

### - Les dangers encourus par les personnels des missions de la paix:

Beaucoup d'attaques ont ciblé les personnels militaires et civils engagés dans les opérations de maintien de la paix menées par l'ONU, comme par exemple au Mali et en Somalie.

### - Les exactions exercées par les missionnaires de la paix sur les populations civiles:

Des viols et des actes de torture commis par les troupes de maintien de la paix ont été rapportés tels que ceux qui ont eu lieu au Nord du Mali, ce qui a renforcé le ressentiment des populations à l'égard des casques bleus.

### - La remise en cause de l'impartialité des missions de maintien de la paix:

Les autorités Maliennes et quelques parties engagées dans le dialogue national, suite aux accords conclus à Alger en juin 2015, ont accusé les forces de la Mission des Nations Unies de Stabilisation au Mali (MINUSMA) de favoriser et de protéger les éléments du Mouvement National de l'Azawad des Touaregs pro-indépendantiste.

### - La limitation du mandat des opérations de maintien de la paix:

Le mandat accordé par l'ONU aux missions de maintien de la paix, n'englobe ni la lutte contre les groupes terroristes qui activent toujours, ni les actions de reconstruction post-conflits (démobilisation des combattants ou leur réintégration dans les armées régulières, surveillance des élections et projets de développement local).

## 3. Promouvoir l'éthique dans les relations internationales

Une éthique partagée pourrait être définie comme un ensemble de valeurs susceptibles de rapprocher les peuples. La propension n'est pas seulement d'ordre sécuritaire, militaire ou tactique mais elle concerne les cœurs et les esprits.

Beaucoup d'auteurs tel que P.Parks dans son ouvrage «*Ethics and International Relations*» ont souligné qu'une éthique digne de ce nom, doit être reconnue et admise par les nations dans le même sens que la loi qui interdit et pénalise le vol est reconnue et admise par les individus ou du moins par la majorité d'entre eux.

Une éthique n'est universelle que lorsqu'elle est reconnue et pratiquée comme une règle. L'ancien premier ministre britannique, Tony Blair a révélé que durant ses années comme premier ministre, il n'était pas devenu moins réaliste ou plus cynique. Il était simplement persuadé que «la distinction entre une politique étrangère basée sur les valeurs et une politique étrangère orientée par les intérêts était erronée. La globalisation entraîne l'interdépendance et l'interdépendance mène à la nécessité d'aboutir à un système de valeurs commun qui fait actionner l'éthique».

Pour concrétiser un système de valeurs universel, il reste difficile de rêver d'une entité mondiale ou d'un système de gouvernance supranational eu égard à la *realpolitik* et à la logique de la souveraineté de l'Etat, qui prévalent toujours.

#### **4. Une réforme de l'ONU est-elle suffisante ?**

Il reste aussi illusoire de croire que les tentatives de réformer l'ONU et d'élargir la composition de son conseil de sécurité pourraient conduire à une vie internationale dominée principalement par les considérations morales et de justice. Toutefois, les efforts de démocratisation des institutions internationales devraient être intensifiés et il va de soi qu'un tel objectif doit être précédé, préalablement, par une plus grande démocratisation à l'intérieur même des entités nationales.